



## SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

*Vingt-deuxième Conférence du PROE*

Apia (Samoa)

13 – 15 septembre 2011

**Point 8.2.3 de l'ordre du jour :****Mécanisme international de gestion des pertes et des préjudices  
imputables aux effets néfastes du changement climatique****Objet**

1. Informer les pays membres de la proposition des pays insulaires océaniques et de l'Alliance des petits états insulaires (AOSIS) concernant un mécanisme international de gestion des pertes et des préjudices imputables aux effets néfastes du changement climatique.

**Historique et contexte**

2. Les pays insulaires océaniques (et les autres petits états insulaires) sont fortement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Les données scientifiques indiquent en outre que ces effets s'aggravent et rendent les PEID encore plus vulnérables alors que les impacts du changement climatique ont des effets de plus en plus dévastateurs sur leurs économies. En conséquence, les PEID doivent consacrer une part croissante de leurs budgets nationaux à la gestion de ces effets, dont ils ne sont pas responsables, alors que leur capacité d'absorption de ces coûts croissants reste limitée. Les exemples de phénomènes météorologiques extrêmes ne manquent pas ces dernières années et contribuent à l'urgence de la situation régionale. On pensera notamment au cyclone Heta et à ses effets sur Nioué.
3. Le changement climatique représente une entrave supplémentaire à la réalisation des aspirations des PEID en matière de développement. À cela s'ajoute le fait que les pays océaniques et les autres PEID ont une couverture d'assurance limitée. Les rares possibilités d'assurance existant dans la région sont de plus en plus souvent retirées du marché par le secteur privé du fait de la fréquence croissante des phénomènes extrêmes, qui les mettent hors de portée des pays insulaires océaniques. La faible taille des marchés océaniques représente une entrave supplémentaire à l'investissement privé, accentuée par l'absence d'outils permettant de mesurer les coûts économiques effectivement associés à l'adaptation et de gérer les pertes et préjudices imputables aux conséquences inévitables du changement climatique.
4. Les récentes données scientifiques indiquent que le climat change plus vite que prévu et qu'il est probable que le niveau de la mer s'élève d'un mètre ou plus si les émissions restent élevées. Selon le conseiller sur le climat du Secrétaire général de l'ONU, les nations de basse altitude pourraient devenir inhabitables d'ici quelques dizaines d'années. Dans un tel contexte, la mise en place d'un mécanisme de gestion des pertes et préjudices devient donc hautement prioritaire. Plutôt que de s'en remettre à une aide ponctuelle, les gouvernements insulaires océaniques ont souligné le besoin de prévisibilité et ont demandé l'adoption à l'échelle internationale d'un mécanisme permettant de gérer ces risques ainsi que les pertes et les préjudices associés.

**Objectif du mécanisme de gestion des pertes des préjudices**

5. L'objectif du mécanisme international est d'aider les pays en développement les plus vulnérables à gérer les pertes et les préjudices inévitables et résiduels imputables au changement climatique. Il est envisagé qu'il soit placé sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en établissant des liens avec une enveloppe de financement de l'adaptation, et nécessitera les conseils éclairés du secteur privé pour élaborer ces modalités de manière transparente en tenant compte des besoins définis par les Parties.

6. Ce mécanisme international pourrait avoir deux composantes principales :

- Une assurance en cas de phénomènes météorologiques extrêmes, étayée par la réduction et la gestion des risques.
- Des activités de remise en état en cas de pertes et de préjudices imputables aux impacts à évolution lente.

Le **mécanisme d'assurance** contribuerait à la gestion des risques financiers associés aux phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et graves, tels que les ouragans, les tempêtes tropicales, les ondes de tempête, les inondations et les sécheresses. Il faciliterait l'élaboration et l'application d'outils de gestion des risques financiers adaptés aux besoins pour faciliter les mécanismes de partage et de transfert des risques de manière abordable, durable et équitable. Cette assurance utiliserait également les fonds des secteurs privés et publics pour améliorer la capacité d'adaptation.

Il a été proposé d'établir un **mécanisme d'assurance des PEID**, en faisant fond sur les expériences du Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe dans les Caraïbes, qui utilise une modalité paramétrique pour les versements en cas d'ouragans et de phénomènes météorologiques extrêmes associés ou de tremblements de terre. Chaque pays évalue ses risques en association avec des experts et convient conjointement des paramètres de risque acceptables pour le pays participant. Le frais d'assurance de chaque pays sont ainsi définis pour chaque année et sont versés dans le fonds fiduciaire qui bénéficie du soutien des donateurs. En cas de catastrophe dépassant les paramètres utilisés lors de l'évaluation, un paiement est alors automatiquement versé au pays concerné. Par exemple, un pays qui estime pouvoir faire face à un ouragan de catégorie 2 reçoit un versement s'il est frappé par un phénomène de niveau supérieur. Ce paiement n'est pas fonction des préjudices effectifs mais d'une estimation des préjudices imputables à une catastrophe naturelle supérieure à la catégorie 2.

Ce mécanisme d'assurance devrait encourager les meilleures pratiques de gestion et de réduction des risques, qui seraient considérées comme des critères d'accès. Il permettrait de fournir des conseils ou une assistance sur les techniques de gestion des risques, un soutien à la collecte et à l'analyse de données météorologiques et un appui aux évaluations des risques ; de recenser les dangers ; de formuler des recommandations sur des investissements appropriés en matière de réduction des risques ; d'améliorer les capacités de gestion des risques climatiques et de réduire l'exposition aux risques ; et de fournir un soutien technique ou financier aux efforts de réduction des risques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Le **mécanisme de remise en état** permettrait de gérer les effets néfastes graduels du changement climatique, à savoir l'élévation du niveau de la mer, l'élévation des températures de la terre et de la mer et l'acidification des océans qui entraînent des pertes et des préjudices (pertes permanentes ou étendues de terres, préjudices aux récifs coralliens, préjudices aux nappes phréatiques, pertes des pêcheries, etc.). Il est proposé que les versements effectués dans ce cadre soient déclenchés par des modifications de paramètres normalisés définis à l'échelle internationale par rapport à des niveaux de référence convenus concernant, par exemple, l'élévation du niveau de la mer, la température de la surface de la mer ou de l'air, les précipitations, la vitesse du vent, la salinité des sols et l'acidité des océans. Les types de pertes et de préjudices concernés comprendraient : les pertes économiques, les pertes et les préjudices aux biens immobiliers ; les pertes de vie, les préjudices environnementaux (préjudices aux récifs coralliens, intrusion d'eau salée, pertes des pêcheries, préjudices aux écosystèmes, etc.). Les données de référence reposeraient sur les données historiques disponibles. En l'absence de données historiques, elles proviendraient d'évaluations des risques et reposeraient sur des données collectées par l'unité consultative technique du mécanisme international à partir de sources objectives. La remise en état couvrirait une partie des effets du changement climatique, pour éviter que chaque pays touché ne soit obligé d'établir un lien de causalité entre les émissions et les effets, ou de couvrir tous les effets prévus en fonction du niveau de déclenchement et du niveau des versements convenus.

#### **Contexte international :**

7. Répondant à une demande formulée par les gouvernements du Pacifique et des PEID, la 16e Conférence des Parties (COP16) à la CCNUCC est convenue en décembre 2010 du besoin de renforcer la coopération et les compétences au niveau international afin de comprendre et de réduire les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, notamment les incidences des phénomènes météorologiques extrêmes et des phénomènes qui se manifestent lentement (décision 1/CP.16). La CCNUCC a également décidé d'établir un programme de travail pour étudier, notamment par le biais d'ateliers et de réunions d'experts, selon qu'il convient, des démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices.

8. Ce programme de travail devrait catalyser les activités existantes et futures sur les pertes et les préjudices grâce à un échange d'idées entre les Parties et experts dans le cadre d'ateliers, de manifestations et de dialogues avec des experts et organisations concernées.

9. Le besoin de participer à l'échelle régionale à ce programme de travail a été souligné et approuvé lors de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique qui s'est réunie à Alofi (Nioué) en mars 2011. La Table ronde a décidé que la question des pertes et des préjudices était un domaine de travail prioritaire et a estimé que les Membres doivent continuer d'examiner cette question dans le cadre des réunions et des processus régionaux pertinents et recenser et combler les lacunes existantes pour permettre la mise en œuvre d'un mécanisme efficace sur les pertes et les préjudices.

10. Lors des récentes réunions des organes subsidiaires de la CCNUCC (juin 2011), les Parties ont défini les activités et éléments initiaux d'un programme de travail sur les pertes et les préjudices, dont trois grands thèmes axés sur a) la compréhension des risques actuels associés aux pertes et préjudices, b) l'ensemble des démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices et c) le rôle de la CCNUCC dans l'amélioration de ces démarches. À cette fin, les Parties ont également été invitées à présenter des soumissions (avant le 19 septembre) sur les autres éléments susceptibles d'être abordés dans le cadre de ce programme de travail. Une réunion d'experts sera en outre organisée en 2011 pour étudier le premier thème susmentionné.

11. Il est impératif, si l'Océanie veut garantir un résultat favorable à Durban, qu'elle prépare des stratégies solides pour susciter la participation à ces activités initiales, en notant que la région devra exprimer clairement ses besoins en répondant à l'appel à soumissions et participer activement à des réunions techniques sur cette question.

12. Les Parties aborderont cette question à Durban dans le cadre de la COP17 de la CCNUCC (décembre 2011) où elles seront également invitées à proposer de nouvelles activités pour préciser davantage le programme de travail sur les pertes et les préjudices.

### Recommandations

13. La Conférence est invitée à :

- **demander** aux partenaires et organismes donateurs de recenser l'aide pouvant être apportée aux pays pour obtenir des informations complémentaires sur le programme de travail de la CCNUCC sur les pertes et les préjudices ; et
- **donner mandat** au Secrétariat d'aider, autant que possible, les Membres à poursuivre l'élaboration du programme de travail sur les pertes et les préjudices, notamment en organisant une réunion régionale sur la question en 2011 ou 2012 et en aidant les pays à apporter leur contribution aux soumissions qui seront présentées à la CCNUCC en septembre 2011.

---

### Documents d'information

[http://unfccc.int/files/kyoto\\_protocol/application/pdf/aosisinsurance061208.pdf](http://unfccc.int/files/kyoto_protocol/application/pdf/aosisinsurance061208.pdf)

Proposition relative à un mécanisme multiguichets pour remédier aux pertes et préjudices imputables aux effets du changement climatique, présentée par l'AOSIS en 2008 au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme de la CCNUCC.

<http://unfccc.int/resource/docs/2011/sbi/eng/misc01.pdf>

Soumission présentée à la CCNUCC, en février 2011 à Grenade, au nom de l'Alliance des petits États insulaires, décrivant ses vues sur un programme de travail sur les pertes et préjudices.

Exposé présenté par les Îles Cook, au nom de l'AOSIS, à un atelier sur les pertes et les préjudices accueilli conjointement par l'Australie et la Barbade le 5 juin 2011.